



Commissariat général au Tourisme - Hébergement



Veuillez renvoyer ce formulaire à l'adresse ci-contre :
En cas de difficultés, vous pouvez consulter le site internet :
<http://cgt.tourismewallonie.be/>
Ou joindre le Commissariat général au Tourisme,
Direction des Hébergements touristiques via :



Commissariat général au Tourisme
Avenue Gouverneur Bovesse, 74
5100 Namur (Jambes)

heb.tour@tourismewallonie.be

Tél. : 081/325.730

Demande de subvention pour les unités de séjour d'un « Village de vacances »

Réglementation

Livre III du Code wallon du Tourisme, articles 398 et suivants.

<http://wallex.wallonie.be/index.php?doc=17080&rev=17977-11844>

Minimis :

Le Règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, article 3

Site web du Commissariat général au Tourisme - Rubrique : Hébergements touristiques en Wallonie :

<http://cgt.tourismewallonie.be/default.aspx?pg=0608977c-578b-4de3-b66e-0d24106b1a7a>

1. Coordonnées de l'entité représentante

1.1. Identification

Dénomination

Forme juridique

Légalement représentée par :

☐ M.

Nom

Prénom

☐ Mme

Fonction

Téléphone

Courriel

Possédez-vous un numéro d'entreprise ?

☐ Oui

Numéro d'entreprise

☐ Non

1.2. Adresse

Rue	Numéro	Boîte
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Localité	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Pays		
<input type="text"/>		

2. Coordonnées de l'unité de séjour

Nom/numéro de l'unité de séjour

Capacité minimale de l'unité de séjour :

Capacité maximale de l'unité de séjour :

3. Travaux

Les travaux ou les achats de fournitures sont-ils totalement terminés ?

☐ Oui

☐ Non

Montant estimatif des travaux et/ou des achats de fournitures

La personne qui finance les travaux ou les achats de fournitures est-elle assujettie à la TVA ?

☐ Oui

☐ Non

La personne qui finance les travaux ou les achats de fournitures :

☐ sollicite l'autorisation « Village de vacances »

☐ est titulaire de l'autorisation « Village de vacances »

☐ est le propriétaire de l'unité de séjour mais ne bénéficie ni ne sollicite l'autorisation « Village de vacances »

! La personne qui finance les travaux doit obligatoirement être titulaire de l'autorisation « Village de vacances » ou avoir sollicité une demande d'autorisation « Village de vacances » ou être propriétaire de l'unité de séjour.

Si vous n'êtes dans aucun cas de figure, la demande ne peut aboutir.

4. Coordonnées bancaires de l'entité représentante

Intitulé exact du compte	
<input type="text"/>	
IBAN International Bank Account Number	BIC Bank Identifier Code
<input type="text"/>	<input type="text"/>

5. Aides déjà reçues ou sollicités

Avez-vous reçu des aides d'un Pouvoir Public durant les 3 dernières années concernant cette unité de séjour ?

☐ Oui

Date de décision Type d'investissement Pouvoir subsidiant Montant

Total

☐ Non

6. Liste des documents à joindre

- ☐ Copie des permis administratifs requis (permis d'urbanisme, permis d'environnement, permis unique...), lesquels doivent avoir acquis un caractère définitif
OU attestation de la commune certifiant qu'ils ne sont pas nécessaires ;
- ☐ Attestation de propriété délivrée par le bureau de l'enregistrement territorialement compétent
OU document émanant du propriétaire de l'hébergement touristique attestant son accord sur l'exécution des travaux
- ☐ Identité bancaire de l'entité représentante ;
- ☐ Le cas échéant, engagement écrit à solliciter l'autorisation d'utiliser la dénomination « Village de vacances » au plus tard à l'achèvement des travaux (dans le cas où le demandeur n'est pas le titulaire de l'autorisation) ;
- ☐ Le cas échéant, copie du rapport du Service de Prévention Incendie ;
- ☐ Copie des factures détaillant les prix unitaires et les quantités ;

Nombre **TOTAL** de documents joints

7. Déclaration sur l'honneur et signature

Je soussigné :

Nom

Prénom

légalement autorisé à engager l'entité représentante,
déclare sur l'honneur :

- que les renseignements mentionnés dans le présent document sont exacts et complets ;
- avoir pris connaissance des dispositions préliminaires et du livre III du Code wallon du Tourisme, relatifs aux établissements d'hébergement touristique ;
- ne pas proposer de séjour inférieur à une nuit au sein de mon hébergement touristique ;
- disposer d'une assurance pour couvrir la responsabilité civile d'exploitation pour les dommages causés par moi-même, ou par toute personne en charge de l'exploitation de l'hébergement touristique.
- m'engager à maintenir l'affectation du bien pendant cinq ans prenant cours à partir du 1^{er} janvier suivant la dernière année pendant laquelle la subvention sera liquidée ;
- m'engager à tenir à disposition du Commissariat général au Tourisme les factures originales détaillées reprenant prix unitaires et quantités de fournitures relatives à ces investissements ;

Lieu

Date

 / /

Signature

8. Protection de la vie privée et voies de recours

8.1. Protection de la vie privée

Comme le veut la Loi¹, nous vous signalons que :

- les données que vous fournissez en complétant ce formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Service public de Wallonie ;
- ces données seront transmises exclusivement au service suivant du Gouvernement wallon : Commissariat général au Tourisme ;
- vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant ;
- vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez ce formulaire.

8.2. Voies de recours

Que faire si, au terme de la procédure, vous n'êtes pas satisfait de la décision rendue ?

1. Introduire un recours interne à l'administration.
Adressez-vous à l'administration concernée pour lui exposer les motifs de votre insatisfaction.
2. Adresser une réclamation auprès du Médiateur.
Si au terme de vos démarches préalables au sein de l'administration vous demeurez insatisfait de la décision, il vous est possible d'adresser une réclamation auprès du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Rue Lucien Namèche, 54 à 5000 Namur

Tél. gratuit 0800 19 199

<http://www.le-mediateur.be>

¹ Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.